

**Discours du secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures,
le très honorable Louis-S. Saint-Laurent,
à la Chambre des communes, le jeudi 29 avril 1948.***

C'est vraiment avec plaisir, monsieur l'Orateur, que je saisis, après plusieurs délais imprévus et inévitables, l'occasion de communiquer à la Chambre un bref exposé des affaires internationales telles que nous les envisageons dans mon ministère. Bien entendu, cet exposé ne saurait tout approfondir ni donner le dernier mot. Il va de soi que, dans une seule déclaration, il est impossible de traiter tous les problèmes importants qui nous confrontent. Force nous est donc d'en omettre quelques-uns, mais nous n'en apprécions pas moins toute l'importance. Durant la présente session, de nouvelles occasions se présenteront, je l'espère, de réparer ces omissions.

Il est de notoriété publique aujourd'hui que presque tous les événements d'importance dans le domaine international intéressent, souvent d'une manière directe et immédiate, le Canada. L'isolement ni l'indifférence, même si nous voulions nous y retirer, ne peuvent nous offrir de refuge. Des événements encore récents ont fait comprendre à chacun de nous la menace croissante que constitue, pour notre existence de nation démocratique, la vague montante du communisme totalitaire. Nous savons que les frontières du Canada, en présence d'une telle menace, s'étendent au delà de ses limites géographiques. Nous savons également qu'une ligne sépare du reste de l'humanité l'esprit de tous les hommes libres et que, de notre côté de cette ligne, se trouvent tous les citoyens de tous les pays qui travaillent, qui luttent en vue de préserver la liberté et la dignité de l'individu contre la dictature réactionnaire, qu'elle soit communiste ou fasciste. Nous savons aussi que dans ce conflit, spirituel autant que politique, il n'est pas de neutralité possible.

Il apparaît plus nettement que jamais que nous ne saurions, dans le domaine du bien-être aussi bien économique que social, vivre uniquement repliés sur nous-mêmes. Les avis peuvent se partager, comme c'est effectivement le cas je suppose, sur le bien-fondé de la politique économique et commerciale du Gouvernement, mais tous conviendront, j'en suis sûr, que des événements se déroulant bien loin de nos frontières influent aujourd'hui sur cette politique d'une manière décisive.

Les représentants du Canada qui, récemment, ont participé aux débats relatifs à l'avenir de l'Indonésie à Lake Success, à l'avenir du

commerce international à la Havane, ou à l'avenir de la presse libre à Genève, peuvent tous rendre témoignage que le pays se trouve maintenant inévitablement et inextricablement engagé dans le plein courant des événements internationaux. Le jour est révolu depuis longtemps où nous n'avions pas à nous préoccuper de la politique de pays lointains. Lorsque les actes de ces autres pays déterminent la prospérité, que dis-je, l'existence même du nôtre, la prudence élémentaire et le bon sens nous commandent de nous intéresser à ces pays.

Voilà la raison d'être, chez nous comme à l'étranger, du ministère canadien des Affaires extérieures. Il contribue essentiellement et, je crois, utilement à l'évolution de notre pays, du statut de colonie à la maturité nationale. Son expansion (on ne l'a pas laissé grandir au petit bonheur et follement) reflète toute l'étendue et la complexité des relations internationales à notre époque d'interdépendance, ainsi que l'importance toujours croissante de ces relations pour le Canada. Dans sa participation aux affaires internationales, le Canada, je l'espère, saura agir résolument, conscient de sa responsabilité, mais avec réserve. Loin de nous toute idée de nous soustraire à nos obligations sur le plan international; mais, quand il s'agit pour nous de les remplir, ne nous laissons pas influencer indûment par l'orgueil ou les préjugés d'ordre national. J'estime aussi que nous pouvons, dans nos relations étrangères, concilier l'obligation primordiale qui nous incombe à l'égard de notre propre population avec notre obligation ultime envers la collectivité des nations.

Voilà qui n'est pas facile dans un monde apeuré et méfiant.

Deux mondes

L'examen même le plus superficiel des événements survenus sur la scène internationale, au cours des derniers mois, fait naître l'inquiétude, voire l'appréhension. On va même jusqu'à s'inquiéter de la durée de la paix elle-même. Et cela, monsieur l'Orateur, moins de trois ans après qu'une seule bombe atomique eût détruit 70.000 êtres humains.

Il est possible de voir en cette crainte et ses causes des réalités d'ordre politique sans se laisser aller à des présages funestes au sujet de l'inévitabilité d'une guerre prochaine. Il faut éviter également l'optimisme de l'au-

*Les sous-titres n'apparaissent pas dans le compte rendu officiel.